

Résolution sur les récentes attaques du 24 décembre dans l'État du Plateau, au Nigeria

2024/2552(RSP) - 08/02/2024 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur les récentes attaques du 24 décembre dans l'État du Plateau, au Nigeria.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE et ECR.

La situation sécuritaire au Nigeria a été aggravée par une escalade des conflits religieux, ethniques et intercommunautaires, en particulier dans la Ceinture centrale du pays, où le conflit entre les agriculteurs et les éleveurs nomades sur les terres et les ressources en eau a entraîné un nombre de morts sans précédent depuis Noël.

Entre le 23 et le 25 décembre 2023, des hommes armés ont lancé une attaque à grande échelle contre plus de 160 villages dans les régions de Bokkos, Barkin Ladi et Magu de l'État du Plateau, causant la mort de plus de 335 personnes, dont au moins 200 membres de communautés chrétiennes.

De nombreuses personnes déplacées vivent actuellement dans des camps temporaires avec un accès limité à l'eau, à l'assainissement, à la nourriture, aux médicaments et aux soins de santé, y compris les services de santé mentale.

Le Parlement a fermement condamné les actes de violence perpétrés à Noël à l'encontre des chrétiens et d'autres communautés, qui ont entraîné un nombre sans précédent de morts, de blessés et de déplacés, et a exprimé sa solidarité avec les personnes touchées.

Les autorités nigérianes sont invitées à :

- prendre des mesures contre les groupes militants islamistes qui exploitent le conflit opposant les agriculteurs et les éleveurs, et à s'attaquer aux causes profondes de ce conflit;
- mener une enquête approfondie et indépendante sur les attentats de Noël et veiller à ce que les responsables rendent compte de leurs actes;
- renforcer la sécurité des communautés, encourager le dialogue interreligieux et interculturel, la médiation des conflits, la construction de la paix et réaffirmer leur engagement en faveur du redressement socio-économique.

Le Parlement a demandé instamment à tous les acteurs humanitaires de veiller à ce que des ressources suffisantes soient allouées pour faire face à la crise.